

## Transparence ? Un vain mot pour la majorité municipale



Daniel Bruyère  
Secrétaire de section

Le 25 mars dernier se tenait le conseil municipal, à nouveau un conseil municipal marathon de 8 heures, vous pourrez peut-être vous rendre compte des échanges qui s'y sont tenus si l'enregistrement est encore en ligne. L'enregistrement vidéo du conseil municipal précédent avait lui disparu du site de la ville au bout de quarante huit heures. Et à nouveau pas de compte rendu analytique de la séance immédiatement après celle-ci, les interventions des élus de l'opposition n'y sont plus retranscrites.

Dans un souci de transparence et de communication, de nombreuses communes, le département, assurent pourtant la retransmission audiovisuelle des débats et la conservent systématiquement sur leur site internet. A Montrouge, ce n'est pas le choix que fait la majorité LR - LaRem - UDI - Modem préférant sans doute éviter de montrer des débats contradictoires sur ses projets.

Parmi les délibérations, trois décisions très importantes pour les Montrougiennes et les Montrougiens ont été prises par la majorité sur le logement social, l'accueil des enfants en crèche, et les dérogations scolaires.

Le Conseil municipal a mis en place la commission d'attribution des places en crèche et adopté son règlement intérieur et la commission des dérogations scolaires et adopté son règlement intérieur, règlements intérieurs qui comprennent les critères pour gérer et accepter ou non les demandes.

Aucun élu de l'opposition ne siège dans ces commissions, les critères retenus pour la prise de décision restent opaques. La transparence de ces travaux est pourtant cruciale puisque qu'ils touchent de très près nos concitoyens. Comme par exemple pour les crèches où à peine la moitié des demandes peuvent être satisfaites....

Autre dossier, le Conseil municipal a décidé la cession du patrimoine de l'office Montrouge Habitat qui gère 50% des logements sociaux (soient environ 2 500 logements) à Montrouge à Seine Ouest Habitat et Patrimoine, motivée par la contrainte de la loi Elan, votée en 2018, qui impose que les offices communaux atteignent au minimum 12 000 logements sociaux. Une cession faite dans la précipitation, sans avoir étudié des options qui auraient permis de conserver ce patrimoine à Montrouge et d'éviter de le brader.

Nous sommes opposés à cette cession, qui, contrairement à ce qui a été présentée, n'est nullement motivée par l'intérêt premier des locataires et des salariés de l'office.

### Nous contacter

contact@psmontrouge.net  
PS - Montrouge  
108 Avenue Henri Ginoux  
92120 Montrouge

### Nous suivre

Psmontrouge   
@Psmontrouge 



# Les socialistes force de propositions

## Jeudi 8 avril Live du projet Justice écologique



Pour le site  
**RDV2022.fr**

Scannez-moi  
Cliquez-moi



## Les Rendez-vous du Projet #RDV2022

Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022, le Parti Socialiste, à Montrouge comme ailleurs, vous invite à ses rendez-vous du projet. Durant 6 mois, le Parti Socialiste va plancher sur 6 grands thèmes, rencontrer les acteurs, les associations, les syndicats, celles et ceux qui s'engagent sur le terrain, pour en tirer des propositions.

Ces propositions sont présentées et mises en débat à l'occasion de nos "Live du projet" à suivre ici : [https://www.parti-socialiste.fr/les\\_lives\\_du\\_projet](https://www.parti-socialiste.fr/les_lives_du_projet)  
Nous vous donnons rendez-vous, un jeudi du mois à 18 h 30, de février à juillet inclus, pour découvrir et débattre de nos propositions !

Après chaque "live du projet", ces propositions seront soumises au débat et à votre vote sur la plateforme dédiée au projet : [RDV 2022.fr](https://www.rdv2022.fr).



## Live du projet n° 2



Il aura fallu une pandémie mondiale, plus de deux millions de morts, la menace d'un drame plus grand encore, pour faire passer la vie avant toute autre préoccupation. La crise nous a ramenés à l'essentiel et à notre commune humanité. Elle a confirmé que la santé était pour les Français une priorité, qu'ils avaient un attachement viscéral à l'État providence, aux services publics et qu'ils entendent qu'ils soient défendus à toute force.

Elle a aussi mis en lumière nos vulnérabilités, la précarité de nos sociétés et de nos modèles de développement, la violence des inégalités, sociales et de santé, l'intrication de l'humain et de la nature.

Si la France et les Français ont pu compter sur le dévouement et la mobilisation sans faille, et à tout dire hors du commun, des aides-soignants, des infirmières, des médecins et de tous les personnels hospitaliers, la pandémie n'en aura pas moins surgi dans un contexte de crise grave de l'hôpital.

Dans les inégalités sociales et de santé qu'elle aura révélées, en exposant plus durement au virus les populations et les territoires les plus fragiles et les plus

pauvres, comme la Seine-Saint-Denis, la pandémie aura aussi mis à jour l'importance des soins de premier recours, tant sur le plan de la santé physique que de la santé mentale, priorité pourtant tant de fois reportée. Elle aura ainsi souligné l'importance d'une bonne articulation entre la ville, l'hôpital et le médico-social, du travail en équipe pluridisciplinaire et la nécessité d'une gouvernance territoriale repensée, guidée par une logique de « besoins en santé » et plus seulement d'« offres de soins », prenant en compte les spécificités sociales, environnementales et démographiques des bassins de vie.

C'est pourquoi nous défendons une politique globale de santé au service d'une société du soin, guidée par deux objectifs sur lesquels nous proposons d'asseoir nos choix et d'évaluer nos politiques publiques :

Réduire l'écart d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier. Accroître l'espérance de vie en bonne santé.

**Les mesures que le Parti Socialiste apporte au débat à gauche se retrouvent autour de trois grands thèmes :**

- **Prévention tout au long de la vie**
- **Egalité dans l'accès à des soins de qualité**
- **Attention aux publics vulnérables ou spécifiques**

Vous pouvez prendre connaissance de ces mesures en scannant le qr code ci-dessous.

Pour les propositions

Scannez-moi  
Cliquez-moi



Si nous avons tous ressenti les effets de la crise du covid, tout le monde n'a pas été affecté de la même manière. Les populations déjà fragilisées avant la pandémie ont été frappé de plein fouet. Avec 20% de taux de chômage et 12,6% de taux de pauvreté, la situation moyenne des jeunes n'était déjà pas bonne en 2019. En 2021, la situation est pire. Les 18-25 ans, qui ne bénéficient pas du RSA, sont de plus en plus nombreux à faire la queue pour bénéficier de colis alimentaires. Le nombre de suicide des jeunes a explosé. Coincés dans des appartements bien souvent trop petits, parfois loin de leur famille, avec une vie sociale plus que réduite et des difficultés pour décrocher le moindre petit boulot, les jeunes sont de plus en plus nombreux à faire face à des maladies psychologiques. Les cours en ligne et les examens à distance ont aussi bouleversé la formation de toute une génération. Si la jeunesse est l'avenir d'un pays, la France continuera à payer cette pandémie bien après avoir atteint l'immunité collective.

Pour résoudre ce problème, le gouvernement a une solution : aider les jeunes à trouver un emploi.

Quelle merveilleuse solution ! C'est quand même incroyable qu'aucun gouvernement n'y ait pensé avant. Pour résoudre le problème du chômage et de la pauvreté, quoi de mieux que de permettre aux gens de retrouver un emploi? Aussitôt annoncé, aussitôt mis en place, et la plateforme en ligne affiche fièrement ces 100 000 offres d'emplois pour les jeunes ! Ces jeunes qui étaient, avant la crise, plus d'1,6 millions à être sans emplois ni formations. Le nombre d'emplois proposés sur la plateforme du gouvernement correspond donc moins à 6% des besoins...

Qui plus est, nombre des emplois proposés sur la plateforme l'auraient été sans le mécanisme du gouvernement ; ils auraient simplement été postés sur le site de Pôle emploi. Déplacer les offres d'annonce d'emplois d'un site à l'autre permet-il de créer plus de jobs ? En tout cas, pour ceux qui ne travaillent pas le gouvernement a une solution : des repas équilibrés discounts à 1 euro au CROUS. Enfin, quand on dit ceux qui ne travaillent pas, le gouvernement ne parle bien

évidemment que des étudiants.

Pour les 1,6 millions de jeunes non concernés, il reste les 100 000 offres d'emplois. Et quand le gouvernement parle de repas équilibrés, il s'agit de pâtes ou d'un sandwich, accompagnés d'une compote ou d'un yaourt. Selon la diététicienne Anne-Laure Laratte, ces derniers ne sont ni équilibrés, ni même suffisants pour couvrir les besoins journaliers d'un jeune.

D'autres solutions avaient pourtant été proposées. L'ancien Président de la République François Hollande et la maire de Paris Anne Hidalgo ont appelé courant février à la mise en place d'une aide de 500 euros par mois pour les jeunes tant que la crise sanitaire perdurera. Hervé Sauvignac et Boris Vallaud, députés socialistes, ont eux déposé une proposition de loi pour introduire le dispositif d'aide individuelle à l'émancipation solidaire, AILE(s).

De même qu'en 1945, dans une France dévastée par la guerre, le conseil de la résistance a proposé la création de la sécurité sociale pour construire un avenir solidaire, AILE(s) permet de résoudre durablement un des angles morts de notre protection sociale. En cumulant un revenu de base inconditionnel pour tous ainsi qu'une dotation de base à 18 ans, AILE(s) aurait permis aux jeunes en situation de grande pauvreté de souffler un petit peu et de construire leur avenir. Face à l'opposition catégorique de La République en marche, et devant l'urgence sanitaire, les députés Hervé Sauvignac et Boris Vallaud ont proposé de permettre simplement aux jeunes de bénéficier du RSA de façon temporaire, le temps de la pandémie. Las, cela aussi a été refusé par le gouvernement.

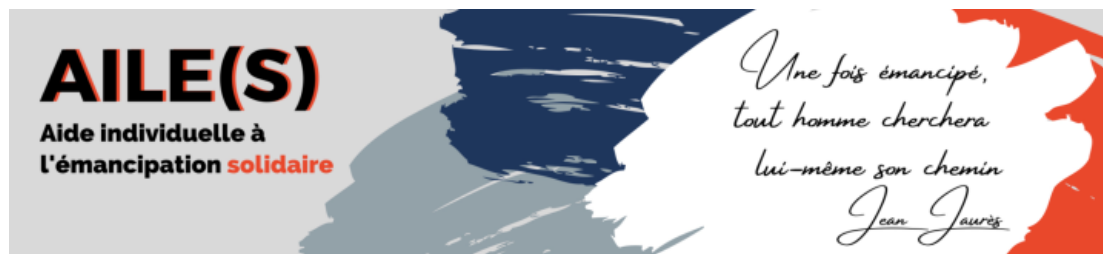
Sources : [www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/17/les-tentatives-de-suicide-chez-les-jeunes-augmentent\\_6033405\\_1650684.html](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/17/les-tentatives-de-suicide-chez-les-jeunes-augmentent_6033405_1650684.html),  
Etude de l'Insee: [www.insee.fr/fr/statistiques/5346969#graphique-figure1\\_radio1](http://www.insee.fr/fr/statistiques/5346969#graphique-figure1_radio1),  
[www.sciencesetavenir.fr/nutrition/conseils-nutrition/quelle-est-la-valeur-nutritionnelle-des-repas-crous-a-1\\_151814](http://www.sciencesetavenir.fr/nutrition/conseils-nutrition/quelle-est-la-valeur-nutritionnelle-des-repas-crous-a-1_151814).



Thomas Fagart

**Pour les propositions de nos député-e-s**

**Cliquez-moi**



**Les jeunes socialistes proposent des solutions pour en finir avec la précarité de la jeunesse** et construire notre avenir dans une société plus solidaire, écologiste et démocratique, plus juste pour toutes et pour tous.

**Rendez-vous pour signer leur pétition sur le site : « Construisons l'avenir ! »**, [www.construisons-lavenir.fr](http://www.construisons-lavenir.fr), pour soutenir ou porter avec eux les solutions de la jeunesse socialiste.

**Pour les propositions**

**Cliquez-moi**



### Attribution des places en crèche : opacité de rigueur

Le dernier Conseil municipal, qui s'est tenu le 25 mars dernier, a décidé de la mise en place de la **commission d'attribution des places en crèche**, sans changement par rapport aux pratiques de la mandature précédente.

Malgré nos interventions, aucun élu de l'opposition ne siège dans cette commission, alors que la transparence de ses travaux est d'autant plus cruciale qu'à peine la moitié des demandes peuvent être satisfaites.

Chaque année, **plus de 300 parents restent sans solution collective d'accueil alors qu'ils en avaient fait la demande !**

Nous n'avons pas non plus obtenu de réponse satisfaisantes à nos questions sur la méthode dont se dotent les membres de la commission pour hiérarchiser des demandes qui, forcément,

recouvrent des situations personnelles complexes, voire très délicates, et chacune spécifique.

Nous comprenons que ce travail est délicat, mais c'est justement pour cette raison qu'une plus grande transparence sur les méthodes adoptées, dans le respect de la confidentialité des situations individuelles, est attendues par nos concitoyens. Par ailleurs, l'écart entre le nombre de demandes déposées et satisfaites, plus de 300 par an, traduit surtout le manque d'investissement de la Ville, depuis de nombreuses années, dans l'accueil collectif des jeunes enfants.

Le besoin est réel, et important, et ce déficit d'investissement a donc des conséquences très concrètes pour les familles qui ont des difficultés pour trouver des solutions d'accueil pour leurs enfants.



**Flora CLAQUIN**  
Conseillère municipale

Ingénieur de formation,  
Cadre de la fonction publique  
Quartier Haut Mesnil  
Courriel : FloraC@psmontrouge.net  
Twitter : @flora\_claquin



**Joaquim TIMOTEO**  
Conseiller municipal  
Conseiller départemental

Economiste  
Quartier Jules Ferry  
Courriel : contact@joaquimtimoteo.fr  
Site : joaquimtimoteo.fr  
Facebook : joaquim.timoteo  
Twitter : @joaquimtimoteo

#### Courrier

108 avenue Henri Ginoux - 92120 Montrouge

#### Permanence \*

Le 1er samedi du mois sur rendez-vous en leur adressant votre demande par mail

\* Suivant les recommandations liées à la situation sanitaire

**A VOTRE ECOUTE**

### Adhérer au Parti socialiste

Nous remettre cette demande  
par courriel à contact@psmontrouge.net ou  
PS Montrouge - 108 avenue Henri Ginoux 92120 Montrouge

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Je souhaite être informé-e des initiatives du PS

Je souhaite devenir membre du PS

**Pour adhérer**

**Scannez-moi  
Cliquez-moi**

